

COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE



PLACE DE L'ECONOMIE DANS LA SOCIETE

L'avènement du fait économique

*

Mémoire de géopolitique

du capitaine de corvette Hilaire DUCELLIER

dans le cadre de l'étude dirigée

“LA MONDIALISATION : dimension politique, économique et sociale”

Directeur : Monsieur Jean-Louis SCARINGELLA

Avril 2001

FICHE DE PRESENTATION

1. " Place de l'économie dans la société : l'avènement du fait économique "
2. Capitaine de corvette Hilaire DUCELLIER
3. avril 2001.
4. Division A, groupe 4.
5. Mémoire de géopolitique.
6. Synthèse : Cette étude se propose d'envisager l'évolution de la place de l'économie dans la société à partir du milieu du XVIIIème siècle. Elle met en lumière les bouleversements survenus en près de trois siècles : changements tant au niveau de la société qu'à celui de l'individu. Dans une seconde partie, elle vise à présenter les problèmes que génèrent ces modifications et qui constituent les grands enjeux de notre monde contemporain.
7. Mots clés : société, économie, mondialisation.

Place de l'économie dans la société
L'avènement du fait économique

SOMMAIRE

Partie I :

Le bouleversement économique

L'histoire économique depuis 1780

La révolution des ressorts de la société

Les bouleversements de la cellule de vie

Partie II

Des problèmes induits par l'économie

De nouveaux châteaux à conquérir

Un appât du gain toujours présent

La mondialisation : mythe ou réalité ?

Introduction

Un regard sur les journaux suffit pour se convaincre que l'économie règle notre univers quotidien. Omniprésent dans la presse écrite ou audiovisuelle, il semblerait que le fait économique ne cesse d'augmenter dans nos vies ce qui confronte notre société à de nouvelles difficultés. La place de l'économie était-elle la même il y a deux siècles ? Il apparaît légitime de se demander comment a évolué l'influence et la fonction réelle remplie par celle-ci dans la société, et de tâcher de déterminer quels sont les problèmes induits par cette évolution.

Dans une première partie, nous chercherons à montrer, à travers l'histoire même de l'économie, que la place de celle-ci dans nos sociétés a subi des évolutions importantes. Après avoir rapidement rappelé l'histoire économique de ces deux derniers siècles, nous mettrons en lumière les changements majeurs survenus. Réels bouleversements, ils s'avèrent particulièrement visibles d'une part, dans le mode de fonctionnement de la société et d'autre part, dans la vie quotidienne de chacun.

Dans une seconde partie, nous préciserons les problèmes que cette évolution a générés. Après la révolution française, la lutte pour conquérir de nouveaux châteaux n'a pas totalement disparu. Seule la nature de ces figures emblématiques de la révolte s'est modifiée. La personnalité humaine n'a pas changé non plus fondamentalement et l'appât du gain constitue encore aujourd'hui une constante qui a sans doute encore de beaux jours devant elle. Nous nous pencherons enfin sur la mondialisation, dont les médias ne nous parlent que depuis 1989, et pour laquelle il est loisible de se demander si elle est bien réelle, ou s'il ne s'agit que d'un phénomène de mode.

L'économie demeure ainsi au cœur de nos vies et en règle la plupart des événements. On ne peut pas parler de véritable révolution de la place de celle-ci dans nos sociétés, mais son évolution l'amène certainement à prendre de plus en plus d'importance ; le fait économique a bien connu son avènement.

*

1. Le bouleversement économique

Avant de s'intéresser aux problèmes posés par la place de l'économie dans notre société, il paraît indispensable de se pencher tout d'abord sur l'histoire de cette économie depuis trois siècles. Il serait en effet vain de tenter de montrer que rien n'a changé depuis le milieu du dix-huitième siècle. Cette évocation historique sera forcément rapide, mais cherchera à faire ressortir les principaux changements qui auront affecté la société à travers les âges.

1.1. L'histoire économique depuis 1780

Les historiens de l'économie s'accordent généralement à penser que, depuis le milieu du dix-huitième siècle, trois périodes bien distinctes se sont succédées dans l'histoire de l'économie. Nous avons retenu pour cette étude la caractérisation proposée par Odile Castel¹ dans son " Histoire des faits économiques ". La première période se présente comme celle marquée par ce qu'a apporté la révolution industrielle et que l'on peut désigner comme " le capitalisme industriel naissant " et qui couvre les années 1780 à 1870. Vient ensuite une seconde période que l'on peut nommer " le lent développement de la société de consommation de masse " jusqu'en 1970, puis la période contemporaine qui se trouve le plus souvent dénommée sous le vocable de " mondialisation ".

1.1.1. Le capitalisme industriel naissant (1780 – 1870)

Au milieu du XVIIIe siècle, le vieux mercantilisme ferraille vaillamment, mais rend les armes devant les doctrines libérales confirmées par l'exemple du développement anglais. Dès 1752, David Hume vante le libre-échange. Il s'oppose à la thésaurisation stérile de la monnaie et prône la division internationale du travail. L'école physiocrate française, avec le célèbre tableau économique de Quesnay en 1767, affirme que dans l'ensemble de l'activité économique tout dépend de l'initiative des

détenteurs de capitaux devenus maîtres de la croissance. Enfin, l'école classique anglaise se donne sa bible en 1776 avec " Les recherches sur la nature et sur les causes de la richesse des nations " d'Adam Smith. Dans une économie où l'Etat ne doit pas intervenir, restent face-à-face le capital et le travail dans une totale liberté. Seule la division du travail, déterminée par l'étendue du marché crée la richesse, la valeur donc l'utilité. Si les salaires sont payés au plus bas, l'investissement devient rentable, procurant des profits élevés. La soif de profits pousse à l'individualisme et l'égoïsme devient le moteur de l'activité économique. En 1789, année où, en France, les droits de l'homme deviennent ceux de l'individualisme bourgeois fondés sur la propriété privée, Bentham affirme : " le motif sur lequel on doit compter est celui dont l'influence est la plus puissante, la plus continue, la plus uniforme, la plus durable. Ce motif est l'intérêt personnel. Un système économique fondé sur tout autre base repose sur du sable mouvant "2. C'est l'apologie du profit et des inégalités. Ce courant de pensée libérale domine au XIX^{ème} siècle, mais il est fortement critiqué en Europe continentale.

Le véritable essor du fait économique commence donc à partir du milieu du XVIII^{ème} siècle. Le secteur agricole reste dominant, mais il commence à perdre du terrain au profit de celui de l'industrie naissante. La révolution industrielle va constituer un complexe de mutations importantes dans l'agriculture, les techniques et les mentalités.

La révolution technique ne constitue pas le triomphe de la machine mais plutôt celui du machinisme. C'est-à-dire que l'on remplace l'être humain qui effectue un travail manuel, et qui est, par là même, long et donc cher à former, par une machine qui réalise ce travail. Cette main d'œuvre ne sert plus qu'à réaliser des tâches élémentaires au profit de la machine, comme l'approvisionnement en matière première, assurer la lubrification, la surveillance, etc. Sa formation est donc simple, rapide et peu chère. On remplace ainsi la main d'œuvre qualifiée par une foule d'ouvriers spécialisés qui caractérise alors l'usine moderne.

¹ CASTEL Odile, Histoire des faits économiques, Paris, Dalloz (synthèse +), 1997.

² Cité par Rioux J-P, La révolution industrielle, 1781 - 1880, seuil, France, p 52, 1971.

A la même époque, la richesse n'est plus seulement localisée dans le capital physique que constituait jusqu'alors principalement la possession de la terre ou de petites industries, voire de sociétés de commerce. Les banques commerciales se développent dans le milieu du XIX^{ème} siècle et accroissent leur activité de dépôt et de gestion de moyens de paiement. L'épargne populaire, qui s'accumule encore à cette époque dans des bas de laine, au sens propre et concret du terme, va également voire se créer pour elle les premières caisses d'épargne, en Angleterre, aux USA et en France ou F. La Rochefoucauld-Liancourt fonde en 1818 la caisse d'épargne de Paris³.

La révolution industrielle voit également se confirmer une nouvelle façon d'envisager l'argent et sa possession. Avant cette époque la propriété financière était mal considérée ; l'exemple du peuple juif et la réticence des nobles en France à s'impliquer dans la vie financière en sont de bons exemples. A partir de la seconde moitié du dix-huitième siècle, on peut constater que la richesse financière devient bien considérée, même si, particulièrement en France, ce ne fut vraiment le cas qu'après la révolution.

Les bases de la rationalisation du travail dans l'industrie et le soutien financier de la production étant posées, une seconde période va ainsi pouvoir elle se tourner vers une mise en place de ce que l'on a coutume d'appeler la société de consommation.

1.1.2. Le lent développement de la société de consommation

Lors de cette période, qui s'étend de 1870 à 1970, les sociétés des pays les plus développées sont en effet entraînées vers la consommation de masse.

Cette transition va être facilitée par l'instauration d'une organisation scientifique du travail dont les fondements sont érigés par Taylor à partir de 1893. Il n'est pas inintéressant de rappeler à cette occasion que celui-ci a été ouvrier avant de devenir contremaître.

³ cité par O. Castel, Histoire des faits économiques.

Le constat de départ de Taylor est exposé de la façon suivante :

Le constat de Taylor sur l'organisation du travail ⁴

" Flâner, c'est à dire travailler lentement d'une façon délibérée afin de s'épargner d'accomplir une journée normale de travail, " agir comme un soldat ", ainsi que l'on dit dans notre pays, "se la couler douce", comme on dit en Angleterre ou en Ecosse, c'est une façon universelle d'agir dans les établissements industriels et c'est également un comportement qui est très fréquent parmi les ouvriers du bâtiment. L'auteur affirme, sans crainte d'être contredit, que cette flânerie constitue le mal le plus aigu dont sont atteints les ouvriers d'Angleterre et d'Amérique ".

Un des grands succès de Taylor réside dans le fait d'obtenir d'un ouvrier qu'il charge 48 tonnes de gueuses de fonte dans un wagon par jour, là où, auparavant, il n'en chargeait que 13. Indépendamment de la performance et de la rationalisation évidente, on voit bien que la primauté n'est pas donnée à l'homme mais au résultat. Il ne s'agit pas de faire travailler quelqu'un pour qu'il fasse quelque chose ; c'est le résultat à obtenir qui devient la référence. Si l'organisation mise en place dit que l'on peut charger 48 tonnes par jour, tous les ouvriers devront ainsi charger 48 tonnes. L'analyse permet alors d'affirmer que c'est l'économie qui va imposer la façon de travailler et qui va donc réglementer la vie des individus, et par là même définir le mode de fonctionnement de la société. L'homme n'est plus au cœur de la société, c'est l'économie qui prend le pas.

On peut d'ailleurs se poser la question de savoir si cette volonté d'organiser et de régler n'est pas responsable de la montée des régimes fascistes entre les deux guerres. Petit à petit, la production va imposer sa loi et favoriser la création, puis, le développement de la société de consommation. Après le déclin du monde paysan, on assiste au déclin du monde ouvrier. La société se transforme en une masse de petits bourgeois consommateurs.

Mais cette perte du facteur humain, associée à la montée de sociétés de plus en plus démocratiques ne va pas aller sans réaction. Pendant cette période les grèves vont se

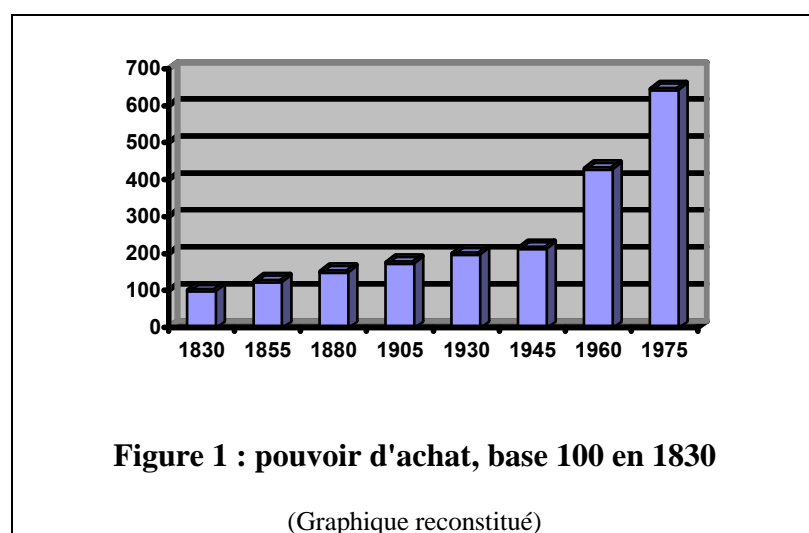
⁴ Cité par M. Beaud, Histoire du capitalisme de 1500 à nos jours, collection point, Seuil, France

succéder afin de faire entendre les voix des ouvriers. Petit à petit, un droit du travail va se mettre en place. Il agit par limitations successives des pouvoirs du patron, c'est un droit réactif et non proactif.

Cette période s'achèvera bien sûr par deux guerres mondiales qui perturberont l'économie de façon importante.

1.1.3. La mondialisation (1960 – à nos jours)

D'après Louis Chauvel et Laurent Mucchielli⁵, une fois passées les premières années de l'après guerre, les années 60 et le début des années 70 ont été caractérisées par une expansion sans précédent. Alors que le pouvoir d'achat du salaire ouvrier n'avait que doublé en un siècle, de 1830 à 1930, il a triplé en trente ans, de 1945 à 1975.



Par contraste la période qui s'étend de 1985 à 1995 se révèle la pire de notre siècle. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, ce n'est pas Mai 68 qui va provoquer les mauvais résultats de cette période. Les événements constituent par contre bien une sorte de prélude à ce qui va suivre. Après la période du lent développement de la société de consommation, comme étudiée au paragraphe précédent, l'avenir consumériste dans les années soixante se montrait radieux. Il correspondait, pour la

⁵ Les trentes peu glorieuses, Alternatives économiques, 1998, HS N° 37, pp.12-15.

plus grande partie de la population, à la découverte de l'électroménager, de la télévision et de l'électrophone, de l'automobile, des départs lointains en vacances. Autant de biens qui jusque là étaient réservés à une petite élite. C'était en quelque sorte l'ouverture de la caverne d'Ali Baba, après un demi-siècle de stagnation et de privation.

A partir du milieu des années 70, le ralentissement fait alors l'effet d'une douche froide, d'autant plus que le phénomène est accompagné de l'irruption du chômage de grande ampleur, dit également chômage de masse. Celui-ci en vient progressivement à concerner toutes les classes d'âge et tous les milieux sociaux. Ses implications ne sont bien sûr pas seulement économique, le chômage ne représente pas simplement une privation de revenu, il entraîne aussi des difficultés de plus en plus répandues à se projeter dans l'avenir.

Cette phase de mondialisation, par la globalisation des échanges et des réseaux de commerce ou de finance, concerne bien tout le village planétaire. Elle bénéficie pour se développer des fantastiques progrès des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Internet, sa richesse et son accès quasi instantané réduisent notre monde à un village planétaire. L'économie mondiale s'organise autour de la Triade avec une participation faible mais réelle de l'Inde et de la Chine. Cependant, cette réorganisation ignore complètement l'Afrique sub-saharienne, ce qui limite d'autant tout espoir de développement de cette région.

L'époque actuelle, celle du troisième âge du capitalisme industriel, est finalement marquée par quatre grands traits :

- un processus de mondialisation dont est exclue l'Afrique sub-saharienne ;
- un processus de globalisation marqué par l'essor des nouvelles technologies, par le développement du " toyotisme ⁶" et par une nouvelle organisation industrielle ;
- l'émergence de nouveaux acteurs, les firmes multinationales et les organisations internationales, mais qui ne sont pas encore en mesure de

⁶ Mode de travail participatif développé à l'origine par Toyota

prendre le relais des Etats-nations dans leur rôle de régulation de l'activité économique ;

- l'émergence de la triade, Japon, Etats-Unis, Europe, qui restructure l'économie mondiale par un processus de régionalisations.

Odile Castel conclut alors⁷ : " Ces grands traits préfigurent le monde économique de demain qui ne pourra sortir de la récession économique actuelle que par le développement d'un acteur assurant la régulation et le contrôle de l'activité économique au niveau mondial. Pour l'instant cet acteur n'existe pas ".

La place de l'économie a donc changé considérablement. D'une société basée sur un modèle agraire et très localisé, même si des échanges mondiaux ont toujours existé, le modèle s'est déplacé vers une société industrielle et ses excès à la Zola. Aujourd'hui, notre vie est plus globalisée, plus tournée vers un extérieur qui, par la magie de internet, peut-être à quelques kilomètres comme à l'autre bout de la Terre.

Au delà de l'histoire pure, il peut-être intéressant d'analyser quelques uns des mécanismes qui font fonctionner ou qui régissent le fonctionnement de la société.

*

1.2. La révolution des ressorts de la société

La société ne se suffit pas à elle même. Pour fonctionner de façon satisfaisante, elle a besoin de ressorts qui en jouant le rôle de moteurs, animent les flux de relations nécessaires aux rapports entre les êtres qui la composent. Ces ressorts se sont également profondément modifiés depuis le milieu du XVIII^{ème} siècle.

⁷ CASTEL Odile, Histoire des faits économiques, Paris, Dalloz (synthèse +), 1997.

1.2.1. Petite histoire des crises

Il nous est apparu, tout d'abord, que l'évolution des mécanismes des crises à travers les siècles n'était pas sans intérêt dans le cadre de notre étude.

Jusqu'au milieu du XVIII^{ème}, la crise est généralement brève, brutale, tumultueuse. Elle provient la plupart du temps d'un caprice de la nature : inondation, mauvaises récoltes. Celle-ci fait chuter le niveau de subsistance et engendre une hausse des prix agricoles. Il y a donc souvent dérive vers une pénurie et une famine. Son corollaire est souvent une épidémie et une mortalité élevée. A l'origine rurale, elle finit par toucher les villes puisque les besoins à satisfaire sont d'abord de subsistance et que l'on laisse donc de côté provisoirement tout ce qui peut attendre (vêtement, textiles, mobilier, etc.). Le commerce et l'embryon d'industrie réduisent alors leur activité, débauchent et souffrent d'une chute des prix de leur production. La sortie de crise dépend donc aussi des caprices de la nature. Il suffit, mais c'est aussi nécessaire, que les récoltes redeviennent bonnes pour que l'expansion, la croissance, reparte. Ce type de crise est appelée crise d'ancien régime.

Au cours du premier âge du capitalisme industriel, les crises mixtes sont identiques dans leur origine et dans leur cheminement, mais différentes par leurs retombées. La différence tient dans l'existence maintenant d'un secteur industriel urbain et rural déjà significatif. La chute de la demande des produits manufacturés entraîne donc un chômage accru, l'effondrement des prix, la baisse des salaires nominaux avec des conséquences sociales et politiques sans précédent. La crise de 1848 est la dernière du genre et sans doute la plus grave par ses conséquences sociales et politiques. Elle débute en fait dès 1845-46 avec de désastreuses récoltes de pommes de terre en Irlande et en Angleterre et gagne ensuite le continent en 1846-47. Les difficultés liées à cette crise s'attardent jusque vers 1850-51 avec une industrie sinistrée dans toute l'Europe.

Les crises de vingtième siècle seront de deux ordres. D'une part celles liées aux mouvements ouvriers et aux crises de production. Dans le cas de la France, les chômeurs sont devenus une véritable catégorie socioprofessionnelle, six fois plus

nombreux que les agriculteurs. Les mouvements ouvriers ont ainsi de plus en plus de poids et sont capables d'influer la politique des gouvernements. D'autre part, les crises seront provoquées par les réductions de production de matières premières et en tout premier lieu le pétrole avec la crise de 1973.

Vers la fin du siècle, après la crise asiatique de 1997 qui était due à la création d'une bulle spéculative et à une fragilité trop grande des avoirs bancaires dans le sud-est asiatique, les crises d'aujourd'hui concernent principalement la "net-économie"⁸ qui a voulu croire au miracle perpétuel ces dernières années. La chute n'est maintenant plus seulement en vue, elle est présente et sera peut-être brutale. Le Figaro⁹ écrit ainsi "" Cette année sera difficile, il s'agit maintenant de survivre", estime Henry Blodget, un analyste financier de Merrill Lynch. "Nous assistons à un brutal retour à la réalité". Le titre Amazon.com a atteint 400 dollars, mais s'échangeait ces derniers jours aux alentours de 11 dollars. Autre vedette des valeurs Internet, Yahoo a perdu environ 90 % de sa valorisation boursière. Illustration de cette débâcle, l'indice Internet de l'American Stock Exchange a baissé de 70 % et le Nasdaq Composite tourne maintenant autour des 2 100 points, une chute de près de 58 % par rapport à son record proche des 5 050 points, atteint en mars 2000 ".

1.2.2. Les progrès de l'enseignement

L'alphabétisation est nécessaire pour que l'économie trouve une place dans la société. La place de l'économie dans la société est en particulier liée aux nombres d'acteurs dans la vie économique et financière. Pour être un acteur économique, il faut savoir lire, compter et avoir accès aux marchés, comme le résume le tableau suivant :

<u>Pour</u>	<u>Il faut</u>
Pouvoir "comprendre"	Savoir lire et compter
pouvoir "savoir"	Education et journal
pouvoir "agir"	Se déplacer ou NTIC

Tableau 1

⁸ Economie liée à la technologie de l'internet

⁹ Le Figaro économie, lundi 12 mars 2001, Splendeurs et misères du ".com", p V

On voit ainsi se dessiner une évolution que la mondialisation achève presque aujourd'hui. La place de l'économie dans la société est liée au savoir, au comprendre et à l'agir. On retrouve là le vocabulaire utilisé dans le corpus doctrinaire des armées françaises en cours de développement.

Le " savoir " passe par l'alphabétisation. Une fois celle-ci acquise, il faut apprendre et comprendre les mécanismes de l'économie.

Cela passe par la diffusion du savoir, acquis à l'école et dans les livres ou les médias, puis par l'accès à l'actualité qui se trouve dans les journaux et dans les médias modernes. Enfin, troisième étape, il faut pouvoir agir sur les finances. Cette action peut intervenir de deux façon, soit par les moyens de transport – il faut se rendre physiquement sur une place de marché - soit par les NTIC¹⁰. Le tableau 2 illustre le progrès considérable dans ce domaine.

<u>Temps nécessaire pour le trajet Paris - Lyon</u>	
1815	100 heures = plus de 4 jours
1848	55 heures = plus de 2 jours
1970	3 heures
Aujourd'hui	2 heures

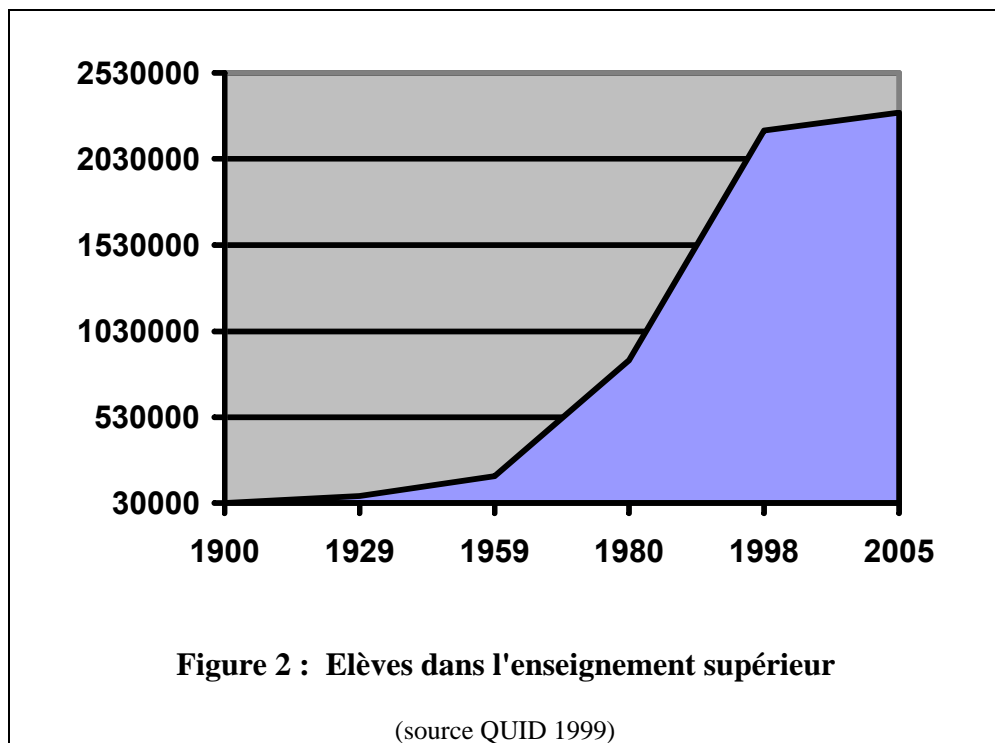
Tableau 2

(Données compilées de diverses sources)

Dans le cas de la bourse, c'est ainsi la bourse elle-même qui, à travers Internet, est aujourd'hui présente dans votre propre maison.

On voit bien que la place de l'économie dans la vie de tous les jours est ainsi profondément modifiée. Si, autrefois, les marchés financiers et économiques étaient vus de loin par la majorité de la population, ce qui peut expliquer parfois une certaine crainte et donc une lutte, ils sont aujourd'hui au cœur de nos vies ou du moins donnent l'illusion de l'être. D'un côté, un engouement certains pour la bourse à domicile, avec un espoir de gain facile et rapide, mais aussi beaucoup de désillusions avec aujourd'hui la chute de 60 % du Nasdaq en un an. Nous voulons devenir des acteurs économiques et financiers, l'amélioration de l'enseignement, illustrée par la figure 2 page suivante, et les nouvelles technologies nous le permettent en partie.

¹⁰ Nouvelles technologies de l'information et de la communication



1.2.3. L'économie tend à prendre la première place

De tout temps on parlait des sociétés au pluriel. La mondialisation tend à ne plus maintenir sur la face de la terre qu'une seule société mondiale. La place de l'économie dans la société n'a donc plus qu'un intérêt relatif : c'est en fait l'économie qui façonne la société. On en arrive ainsi à ne plus parler de place relative de l'économie. Celle-ci est devenue la génitrice de la société ; l'économie l'engendre et devient donc son supérieur direct. Philosophiquement, l'économie devient un tout, une entité unique et la société n'est plus qu'économie.

Chez Taylor, comme nous l'avons montré plus haut, il n'était pas question de faire appel à la collaboration de l'ouvrier dans l'organisation du travail. Après la période économique prospère des trente glorieuses, on revient aujourd'hui à la primauté de l'économique qui impose sa loi. Mais il existe malgré tout une différence importante entre ces deux périodes. Elle consiste à impliquer l'individu dans la recherche d'un meilleur profit.

Il y a derrière cela une formidable hypocrisie. Le système, sous des couverts de participation et de valorisation de la ressource humaine, vise en fait à tirer le meilleur rendement économique de l'individu. C'est-à-dire que l'on part du principe que nous sommes tous très performants, que nous n'avons que des qualités et qu'il suffit de leur permettre de se révéler. Bien sûr cela est flatteur, mais dire à tout un chacun qu'il est parfait risque d'en décevoir beaucoup en ne donnant pas les attributs afférant à ces prétendues qualités : il y a là un grand risque si le décalage s'avère trop grand.

L'économie est maintenant l'élément déterminant qui organise notre vie. Un bon exemple en est donné par l'âge de la retraite. Jusqu'à aujourd'hui cet âge de la retraite répondait schématiquement à deux principes.

Le premier veut qu'avant de prendre sa retraite, on puisse donner sa suite à quelqu'un lorsque c'est nécessaire et qu'on a les moyens de continuer à vivre. Deux cas peuvent être envisagés, soit la famille, c'est-à-dire la descendance, vous accueille et vous fait vivre, soit vous vous êtes constitué un revenu qui vous permet de cesser votre activité. Pour résumer, avant de prendre effectivement sa retraite, il faut être capable de l'assumer.

Le second principe rejoint, précède ou procède, la réduction du temps de travail. Il s'agit, dans la droite file de l'humanisme ambiant et dans une certaine recherche du progrès social tout à fait louable, de chercher à diminuer la charge de travail qui pèse sur l'individu. Les années qui nous précèdent ont donc vu la recherche d'un abaissement de l'âge de la retraite.

La situation actuelle ne permet plus de conserver ces principes. Ainsi, Daniel Cohen affirme que " le rapport entre les retraités et les actifs va augmenter de 80 %. Cela veut dire que, à structure de prélèvement et de cotisations inchangés et quel que soit le niveau de croissance, le revenu relatif des retraités par rapport à celui des actifs va baisser de moitié. Qu'on le veuille ou non, il ne reste, pour s'en sortir, que les options d'un allongement de la durée des cotisations et d'une augmentation des taux de prélèvement"¹¹.

Alors que le jeu sur l'âge de la retraite était jusqu'à présent du niveau social, on voit bien que ce sont des arguments économiques qui vont aujourd'hui, ou plutôt demain,

¹¹ Cohen D., Capital, N° 114, mars 2001, pp.7.

le faire modifier. En d'autres termes, si l'accèsion à la retraite progressait dans une volonté humaniste, elle va devoir évoluer vers un encadrement de rentabilité.

Une autre illustration du pouvoir de l'économie tient dans la montée en puissance des fonds dits " éthiques ". Bien sûr ces nouveaux placements peuvent être considéré comme un progrès et venir d'un sentiment humaniste. Mais n'y a-t-il pas là un moyen de présenter la toute puissance de l'économie de façon angélique ?

C'est également le cri poussé par José Saramago¹², prix Nobel de littérature en 1998 : " les multinationales dominant le monde : elles inventeront les politiques et les systèmes qui leur conviendront, la politique ne sera plus qu'un outil parmi d'autres au service du marché. Sous les apparences de la démocratie, le néolibéralisme est à mon sens le nouveau totalitarisme.[...]

Les prophéties d'Orwell se sont réalisées. L'espionnage s'est immiscé si insidieusement dans la vie privée que personne ne s'en rend compte.[...]Les inégalités ne font que s'aggraver non seulement entre les riches et les pauvres, mais entre ceux qui savent beaucoup et ceux qui savent peu. Vous avez une minorité qui sait tout, qui contrôle tout ".

Autre exemple, l'économie envahi le monde militaire. Il y a deux directions possibles dans cette vision. D'une part le fait que, de plus en plus, le militaire devient un manager, et d'autre part celui qui fait que son budget est de plus en plus contraint par l'économie.

En premier lieu c'est donc le monde du militaire qui s'est progressivement tourné vers l'économie. Si hier on pouvait encore dire que le vocabulaire des entreprises trouvait beaucoup de ses origines dans celui des militaires : ne parle-t-on pas de stratégie d'entreprise, de plan de redressement ou d'opérations commerciales ? Aujourd'hui, dans un contexte de non-guerre, même si ce n'est pas la paix partout, le monde militaire des pays industrialisés a tendance à se rapprocher de celui de l'économie. On voit ainsi les officiers devenir des managers et le contrôle de gestion envahir nos unités. La qualité devient une obsession et l'on peut d'ailleurs se

¹² Saramago José, Courrier international, El País, 7 décembre 2000

demander si l'assurance de la qualité ou le contrôle qualité ne se tient pas finalement dans le commandement, c'est à dire diriger et contrôler. Mais le commandement a lui aussi évolué : du commandement tout court nous sommes passés au commandement participatif ou au commandement par l'adhésion. Porter un jugement sur ce changement serait bien hasardeux, mais il est constaté.

En second lieu, force est de constater que les budgets militaires sont aujourd'hui fortement contraint et qu'il doit y avoir une démarche économique de la part des hauts dirigeants des armées afin d'utiliser au mieux les crédits qui nous sont confiés par la nation. Alors que la rentabilité n'a pas été pendant longtemps le souci des armées, elle devient de plus en plus un élément central de nos planifications et de nos organisations.

Ce rapprochement entre la société militaire et le reste du monde économique n'est pas si étonnant. P. Riché¹³, n'écrivait-il pas : " la mondialisation, c'est le rapprochement soudain des sociétés ".

Il ne s'agit pas là simplement du rapprochement par les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Certes, celles-ci y jouent un rôle fondamental, elles sont même sans doute nécessaires, mais probablement pas suffisantes. Ce rapprochement est également provoqué par la bascule dans l'économie de marché des deux tiers de la planète et ainsi la révélation du triomphe de la pensée libérale.

* *

¹³ Riché P., Le Monde diplomatique, novembre 1999.

1.3. Les bouleversements de la cellule de vie

Mais au delà du fonctionnement de cette société, c'est-à-dire des individus en tant que collectivité, c'est bien notre cellule de vie elle-même qui s'est transformée.

1.3.1. Des progrès incontestables

Pour Pascal Bruckner¹⁴ tout d'abord, " c'est encore un privilège de vivre en France, dans cette quatrième puissance mondiale qui a su, envers et contre tout, maintenir le bonheur d'exister à l'aise à l'intérieur de ses frontières ".

De la même façon, à l'occasion du changement de millénaire, le journaliste Philippe Chalmin portait récemment son regard sur un siècle de notre pays¹⁵ : la France est aujourd'hui un pays où globalement, et même s'il y a toujours des exceptions, il fait bon vivre, ce qui n'était pas le cas, et de loin, à l'orée du siècle.

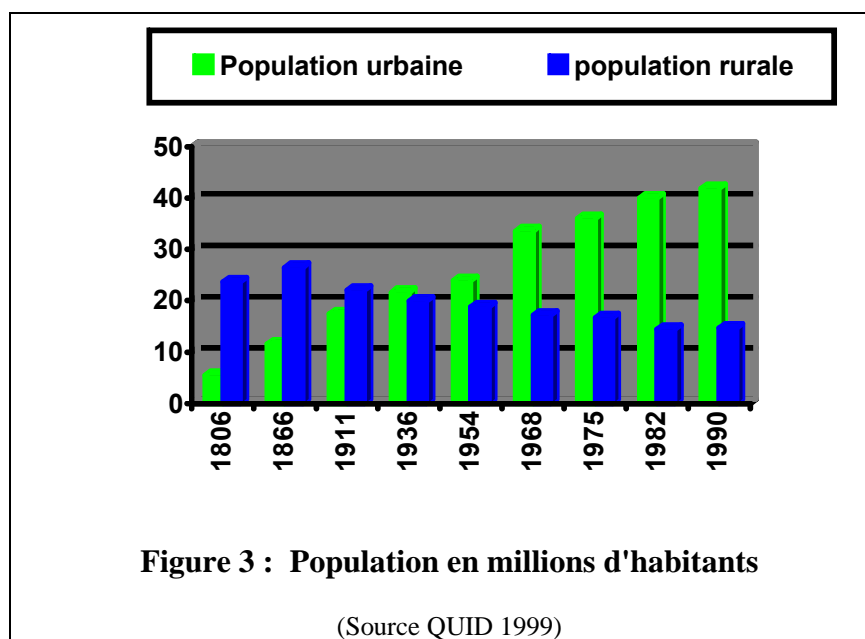
En 1900, le taux d'alphabétisation est certes plutôt bon puisqu'il est évalué à 4% d'analphabètes au moment de l'incorporation militaire en 1914. Mais les journées de travail sont longues et mal payées. L'essentiel du budget des ménages est alors consacré à une alimentation dans laquelle la viande est encore rare. On pourrait objecter que la consommation de viande diminue aujourd'hui, mais la crise de la vache folle, qui faisait suite à celle des poulets à la dioxine et plus loin à celle du veau aux hormones, et par ailleurs la recherche d'une meilleure hygiène de vie, en sont sans doute les causes. Enfin, au début du vingtième siècle, les loisirs et les vacances sont inexistantes si l'on fait abstraction des classes les plus aisées.

On l'oublie souvent, mais il y a soixante ans l'eau courante et les toilettes à l'intérieur de la maison n'étaient pas répandus. Le téléphone ne s'est vraiment généralisé qu'il y a trente ans.

L'époque charnière est sans doute celle des trente glorieuses, principalement pour le logement et la santé. Les décennies suivantes renforceront malgré tout cette progression avec, en particulier, l'ouverture des portes de l'enseignement supérieur.

¹⁴ Bruckner Pascal, Le Figaro, février 2001

¹⁵ Chalmin P., "La France au XX^{ème} siècle : bilan et prospective", Le Figaro économie, du 2 janvier 2001.



Il n'est pas anodin de remarquer que c'est bien pendant ces trente glorieuses que s'inverse la proportion entre les populations rurales et citadines.

1.3.2. La fracture sociale

Malgré la croissance, les inégalités perdurent en traversant la société française et en se déplaçant au rythme des évolutions sociologiques et urbaines. C'est le constat posé par Christophe Guilhy¹⁶, géographe et auteur de "l'atlas des fractures françaises".

A première vue on pourrait croire à une amélioration de la situation. Le chômage continue sa décroissance et la politique de sécurisation des banlieues est active. Mais, d'après l'auteur, " ce constat ne tient pas compte du fait que la fracture sociale et plus généralement les fractures françaises (sociale, territoriale, démocratique) sont devenues des paramètres déterminants des transformations de la société et le moteur de la recomposition des classes moyennes et populaires. " En effet, les lignes de fracture sociale ne sont pas focalisées dans les banlieues difficiles qui ne constituent pas un paysage type. Les maux dont souffrent certains espaces urbains ne peuvent être attribués au seul effet " quartier ". Le chômage, la fracture gestationnelle, la

précarité et l'insécurité frappent aussi à l'extérieur des quartiers difficiles. La fragilisation des couches basses se révèle notamment à travers la montée d'une forte insécurité sociale. Il s'agit là du développement des emplois précaires, des CDD¹⁷, mais aussi de la dévaluation des diplômes qui ne garantissent donc plus l'ascension sociale. Ces phénomènes touchent aujourd'hui les milieux populaires mais également une partie grandissante des couches moyennes.

De l'autre côté de la barrière, les catégories supérieures creusent l'écart. En dehors de l'aspect social, qui vise à l'enrichissement des plus riches, on observe également une séparation physique de plus en plus frappante entre les deux parties de la fracture sociale. Favorisée par l'essor métropolitain, la concentration spatiale des catégories supérieures semble se renforcer en faisant craindre un phénomène de ghettoïsation par le haut de la société. Alors que nous nous trouvons dans une période de fort dynamisme économique, il apparaît une logique de séparation sociale, culturelle et territoriale qui viendrait confirmer l'avènement d'une société éclatée. Les tentatives pour essayer de combler le fossé qui tend à se creuser sont légions. La dernière en date vient de l'éducation nationale et de Jack Lang qui veut la " mixité sociale " à l'école pour supprimer cette fracture sociale et tenter ainsi de résoudre le douloureux problème de la violence à l'école. Le succès ne paraît pas garanti, les classes les plus aisées risquant de se tourner aussitôt vers les établissements privés si cette cohabitation est imposée.

Cette " dynamique des fractures socio-spatiales "¹⁸ a également des effets sur l'intérêt porté par les diverses couches de la société à la politique. Il s'agit bien sûr d'une désaffection et elle concerne principalement les couches populaires. Il y a donc là un grand risque de voir ces couches les plus basses ne plus participer à la vie de la " cité " et par la même de voir s'ouvrir la porte de tous les excès. Il y a un grand danger à ne plus pouvoir s'exprimer par la voix des urnes, ou à ne plus le vouloir. La voie de la violence est alors bien tentante.

¹⁶ Libération, la persistance de la fracture sociale, 16 août 2000

¹⁷ Contrat à Durée Déterminée

¹⁸ C. Guilhy, www.Libération.fr

Au delà de la fracture sociale, le développement foudroyant des nouvelles technologies de la communication et de l'information risque de cristalliser cette fracture en créant ce que l'on a pas manqué de baptiser rapidement du nom de " fracture numérique ".

Un rapport du Centre national d'étude économique et sociale australien¹⁹ révèle que les facteurs sociaux, avec au premier rang le niveau d'éducation et celui des revenus, sont les principaux obstacles à l'adoption de l'internet. " Quand vous tenez compte des niveaux de revenus et d'éducation, de l'âge et du nombre d'enfant au foyer, vous vous apercevez, étonnamment, qu'il y a très peu de différences entre le nombre d'internautes dans les milieux urbains et ruraux "²⁰ d'après Jock Given, directeur du centre juridique sur la communication. Ainsi les disparités entre les utilisateurs et les non utilisateurs du net seraient davantage une affaire de classe sociale que de situation géographique.

1.3.3. La crise de la famille et la montée de l'individualisme

Mais " la disparition de nombre de formes de convivialité au profit de la dictature du petit écran, la fragilisation de la cellule familiale, peuvent et doivent inquiéter "²¹.

La meilleure illustration de cette menace, tient peut-être dans la forte progression de la télévision dans nos cellules familiales. Le petit écran, qui ne se généralise qu'après la seconde guerre mondiale, équipe aujourd'hui 94 % des foyers et les Français passent en moyenne 3 h 30 par jour devant leur écran²². Si ces heures ne sont pas forcément intégralement celles qui étaient consacrées précédemment à la communication dans les ménages, on peut toutefois s'interroger sur l'emploi du temps de ceux qui ne rentrent de leur travail que pour se plonger aussitôt dans l'univers immatériel de la télévision.

¹⁹ www.zdnet.fr/actu/soci, 26 août 2000

²⁰ *ibid.*

²¹ Chalmin P., " La France au XX^{ème} siècle ", Le Figaro économie, du 2 janvier 2001.

²² Le Figaro, 2 janvier 2001.

Gary Becker, chef de file actuel de l'école de Chicago (études économiques sur la famille) et prix Nobel d'économie en 1992²³, a montré que la crise de la famille est une des causes principales des inégalités dans notre société contemporaine. Il est surtout arrivé ainsi à une conclusion majeure : la famille est le lieu primordial où se forme le capital humain. Il a, à cette occasion, démontré que le capital humain représente aujourd'hui plus de 80 % de la richesse d'une nation moderne. Le capital physique (installations industrielles, ressources naturelles) ne représenterait qu'à peine 20 % de l'ensemble.

On voudrait nous faire croire qu'il y a là un progrès de façon à masquer nos défaillances, nos échecs. Comme il n'est pas bon de parler d'aveugle mais de mal voyant, les autres exemples sont bien connus, dans cette forme de positivisme qui finit à l'excès par perdre tout son sens, on préfère ainsi parler de recomposition de la famille alors qu'il s'agit bien d'une déliquescence.

Notre société actuelle est de plus en plus marquée par l'individualisme. L'intérêt du groupe, donc de la société, n'est pas pris en compte par l'homme. Il s'agit d'abord de disposer de droits et de ne pas s'attacher aux devoirs. On retrouve ici la montée de l'individualisme, favorisée par les familles recomposées qui ne sont en fait qu'une image de la décomposition de la cellule familiale que nous avons évoquée plus haut. Plusieurs éléments peuvent illustrer cette montée de l'individualisme.

Tout d'abord le cocooning, sorte de mode du repli sur soi et du bien-être qui veut que l'on développe le fait d'être bien chez soi et comme l'indique le nom même de ce phénomène de société, s'isoler dans une espèce de cocon, étanche aux relations avec l'extérieur. Il y a là un isolement volontaire qui permettra certes à certaines personnalités de s'épanouir, mais certainement à un plus grand nombre de se retrouver isoler et sans possibilité de communiquer au moment même où elles en ont le plus grand besoin. C'est ainsi le triomphe de l'égoïsme dans notre mode de vie.

L'illustration suivante peut être incarnée par le slogan publicitaire de Loréal : "parce que je le vau**x** bien". Autrefois, après l'apparition de la publicité au début du siècle,

²³ Cité par Schooyans Michel, La face cachée de l'ONU, pp. 215-216.

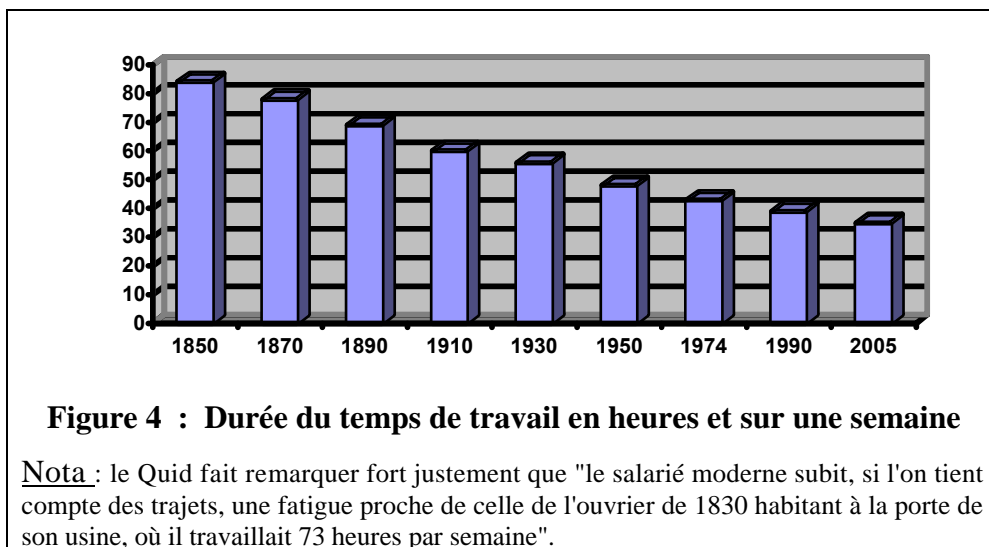
les marques ciblaient plutôt leurs campagnes sur la qualité de leur produit. Aujourd'hui tout a changé, les produits sont très proches et seule la façon dont va être conduite la stratégie de marketing va permettre de différencier les produits. C'est ainsi la campagne publicitaire qui va en grande partie déterminer le succès d'un produit qu'il soit bon ou mauvais. C'est ainsi le message publicitaire qui devient essentiel et le fait que Loréal ait choisi le slogan " parce que je le vau**x** bien " est symptomatique. Il s'agit bien de flatter l'individualisme, de développer un sentiment d'égoïsme qui caractérise notre société contemporaine. La publicité est une sorte de reflet de notre mode de fonctionnement interne du point de vue social. On peut ne pas être fier du slogan de Loréal.

1.3.4. La réduction du temps de travail

La réduction du temps de travail, ou RTT, constitue bien un sujet d'actualité. Le temps moyen passé sur le lieu du travail a ainsi été plus que divisé par deux en cent cinquante ans (voir figure 4). Le rythme de travail des années 1850 peut d'ailleurs laisser rêveur : 80 heures de labeur, soit environ 11 heures de travail à une époque où l'éclairage était bien peu répandu, ne laissait aucun temps pour les loisirs. Le travail industriel à la chaîne a fini par remplacer le travail individualisé de l'artisan ou du paysan. L'automatisation remplace aujourd'hui avantageusement les hommes, sauf dans la conception de leurs robots même et l'ajustement de ces derniers aux besoins humains. L'homme travaille ainsi moins longtemps et bien sûr moins péniblement.

Les efforts consentis dans le domaine de l'hygiène et la sécurité du travail sont d'ailleurs considérables dans tous les secteurs de l'activité professionnelle contemporaine, et en progrès constant.

Tout le temps libéré dans cette réduction du temps de travail est gagné sous forme de loisir. C'est ainsi que les Français dépensent cinq fois plus aujourd'hui qu'il y a trente ans pour leurs loisirs. Si, dans les années soixante-dix, 44 % des français partait alors en vacances dans l'année, ils sont aujourd'hui 60 %



Aujourd'hui c'est également l'innovation, l'épanouissement dans le travail qui fait flores. On voit ainsi des salariés travailler quatre cinquième de temps dans une société où, grâce aux 35 heures, des gens qui en viennent à prendre un emploi personnel supplémentaire à leur propre compte. Chacun y trouve son compte : l'individu, qui peut travailler pour lui dans un certain domaine de liberté plus propice à l'épanouissement personnel, et l'entreprise qui recueille les bénéfices d'une expérience acquise en dehors d'elle-même.

Toutefois, il n'y a pas de miracle qui consisterait à faire de la RTT un progrès irrécusable et sans retour dans la société. Pour une bonne partie de la population, le travail représente un espace social considérable qui, dans nombre de cas peut même consister le seul tissu social de l'individu. Combien de travailleur n'entretiennent de relation suivie qu'avec leurs camarades de travail. N'y a-t-il pas chez un grand nombre de retraités une angoisse réelle au comment de faire le grand saut vers le repos mérité ? Cette rupture constitue un véritable drame pour un grand nombre de personnes qui se voient contraintes de briser leur tissu social lorsqu'elles deviennent inactives. Tous les membres de notre société ne cherchent pas forcément une réduction du temps de travail sans fin. Un sondage sur le désir de rester en activité, qui ne tiendrait pas compte d'une certaine gêne à avouer ses réelles envies, au moment de partir à la retraite, amènerait sans doute beaucoup de surprises.

*

*

*

1.4. Synthèse

On peut tenter de synthétiser l'évolution du capitalisme industriel mondial en reprenant une partie des tableaux d'Odile Castel²⁴.

- **Pays dominants ou puissances industrielles**

	Premier âge (1780-1870)	Deuxième âge (1870-1970)	Troisième âge (1970-200.)
Activités économiques	Agriculture Commerce lointain industrialisation	Industrie	Produits à haute valeur ajoutée Services
marchés	Extérieurs	Nationaux	Mondiaux
Organisation du travail	Autoritaire paternaliste	Taylorisme fordisme	Toyotisme
sociétés	Triomphe de la bourgeoisie Société de classes	Emergence d'une classe moyenne Société de consom- mation de masse	Appauvrissement d'une frange de la population (fracture sociale) Société duale
enseignement	Alphabétisation	Elémentaire	Secondaire et supérieur

Tableau 3

Nous retrouvons ainsi, dans les pays dominants, l'avènement d'une activité économique tournée vers la haute valeur ajoutée sur des marchés devenus mondiaux. La société, après s'être tournée vers une production très axée sur l'utilisation du matériau humain et le travail à la chaîne, évolue de plus en plus vers une prise en compte du facteur humain. C'est une ressource que l'on gère, ce qui peut se concevoir comme très péjoratif et humiliant selon une lecture mal intentionnée, mais qui laisse certains exclus sur le bord de la voie du progrès. La fracture sociale constitue bien un thème à la mode.

²⁴ CASTEL Odile, Histoire des faits économiques, Paris, Dalloz (synthèse +), 1997, pp 241-242.

- **Pays dominés ou pays en développement**

	Premier âge (1780-1870)	Deuxième âge (1870-1970)	Troisième âge (1970-200.)
Activités économiques	Agriculture	Produits primaires industrialisation	Industrie Secteur informel
Développement	Inexistant	D é p e n d a n t o u autocentré	Interdépendant
sociétés	Société traditionnelle rurale	Société duale urbanisation	Société duale urbaine
Domination économique subie	Imposition du libre échange	Colonisation Impérialisme des capitaux étrangers	Régionalisation Enclaves (Inde-Chine) Marginalisation (PMA)
Conséquences	Déstructuration Echec des tentatives de rattrapage Ruine des protos- industries Ouverture forcée	Acculturation M o d è l e d e développement extraverti (spécialisation dans la production de produits primaires) Dépendance économique, financière et technologique	Eclatement du tiers- monde : émergence des NPI, spécialisation dans la production de produits à faible valeur a j o u t é e (p a y s intermédiaires), renforcement du sous- développement (PMA)
Evolutions par rapport aux p u i s s a n c e industrielles	Résistance au sous- développement Apparition du sous- développement	Développement du sous-développement (augmentation de l'écart de revenu par habitant)	Rattrapage (NPI) Augmentation de l'écart de revenu moyen (pays intermédiaires et PMA)

Tableau 4

Le travail d'Odile Castel montre bien que notre Monde n'a pas évolué de façon symétrique et que s'il existe un décalage entre les pays en voie de développement et nos pays riches, ce n'est pas forcément uniquement un retard. La place de l'économie change là aussi, elle demeure cependant au cœur du développement de ces nouveaux Etats qui cherchent à émerger également.

*

*

*

2. Des problèmes induits par l'économie

Nous avons vu dans la première partie que la place de l'économie dans nos sociétés, s'est considérablement renforcée depuis bientôt trois siècles. Certains problèmes posés par cette prééminence ont été rapidement évoqués au fil des développements. Cette seconde partie cherche à approfondir les difficultés qui, aujourd'hui, touchent notre société et dont l'origine se trouve dans cette place fondamentale qu'occupe l'économie dans notre vie.

2.1. De nouveaux châteaux à conquérir

Le début de la période que nous avons présentée dans ce mémoire, a été marquée par une révolution en France. Par un raccourci, certes un peu rapide, il s'agissait à l'époque d'abattre " ceux du château ". Sommes-nous bien sûrs que ces châteaux ne persistent pas aujourd'hui sous une autre forme ? Ces nouveaux châteaux ne sont-ils pas d'ailleurs très intimement liés à l'économie ?

2.1.1. La montée de l'insécurité

Les années 80 et 90 ont vu naître des émeutes urbaines. Ce qu'on appelle le " malaise des banlieues " constitue en effet une sorte de miroir grossissant des difficultés générales auxquelles est confrontée notre société. Les individus qui y vivent cumulent en effet tous les handicaps sociaux : chute du pouvoir d'achat, chômage, impossibilité d'accès à la plupart des biens de consommation élaborés, échec des stratégies d'ascension sociale, fermeture des perspectives d'avenir.

Les chiffres font peur souligne Le Parisien¹ : " sur l'ensemble de la France, les délits progressent de 5 %. La délinquance financière augmente de 20 %, les vols à main armée sont en hausse de 15 %, tout comme les vols avec violence ".

¹ Le Parisien, 31 janvier 2000

Force est de constater que l'insécurité est une des caractéristiques de notre société contemporaine. Au delà d'une situation mondiale caractérisée par des conflits violents un peu partout, c'est bien l'intérieur même de nos vies qui est concerné par ce problème. Il suffit de s'intéresser aux grands enjeux ou débats actuels de la nation pour s'en convaincre. Il est ainsi certain que le grand sujet des campagnes électorales à venir, on le constate déjà pour les municipales, on le pressent pour les élections présidentielles et les législatives, tiendra dans l'insécurité et les remèdes à y apporter. On peut tout d'abord noter que cette insécurité ne s'oppose pas à une sécurité absolue qui aurait prévalu dans le passé. Le milieu du dix-huitième siècle et les périodes troubles qui ont suivies connaissaient bien sûr leur lot de rapines, de meurtres et de vols. L'impression de retour de cette violence au cœur de nos cités est sans doute le fruit d'une période plus calme connue en France et dans les pays industrialisés depuis le début du siècle précédent, si l'on fait abstraction des guerres qui ont focalisé cette violence à son paroxysme.

Intéressons nous, indépendamment du passé lointain, aux raisons du retour de cette insécurité. Des explications " sociétales " sont bien sûr avancées. L'invasion des médias audiovisuels et la propagation des images qu'ils favorisent ne sont pas sans agir sur les individus et leur comportement. De la même façon, l'exode rural favorise une vie commune dans de grands ensembles architecturaux déshumanisés, peu propices à l'autocontrôle et à une éducation saine et équilibrée.

Le poids de l'économie dans ce phénomène social paraît malgré tout indubitable. Ce sont tout d'abord des facteurs économiques qui ont provoqué le rassemblement de populations homogènes en terme de moyens financiers dans les cités. Dans le même temps un regroupement des populations les plus riches et des centres commerciaux regorgeant de richesses se fait également. On retrouve le phénomène de dualité de la population que l'on nomme parfois la fracture sociale. Lorsque celle-ci devient suffisamment importante l'insécurité se développe.

Mais c'est également la perte de repères, liée à une baisse voire une défaillance de l'autorité (paternelle, professorale, policière ou gouvernementale) qui provoque ces excès. " Lorsque les pères s'habituent à laisser faire les enfants, lorsque les fils ne tiennent plus compte de leurs paroles, lorsque les maîtres tremblent devant leurs

élèves et préfèrent les flatter, lorsque finalement les jeunes méprisent les lois parce qu'ils ne reconnaissent plus au dessus d'eux l'autorité de rien et de personne, alors, c'est là, en toute beauté et en toute jeunesse, le début de la tyrannie ".

Voilà une citation qui trouverait tout naturellement sa place dans la bouche d'un homme politique ou d'un penseur de notre époque. On reste rêveur devant les retours permanents de l'histoire lorsqu'on sait que cette phrase est de Platon et qu'elle a été écrite 400 ans avant Jésus Christ.

2.1.2. Une réelle désaffection pour la politique

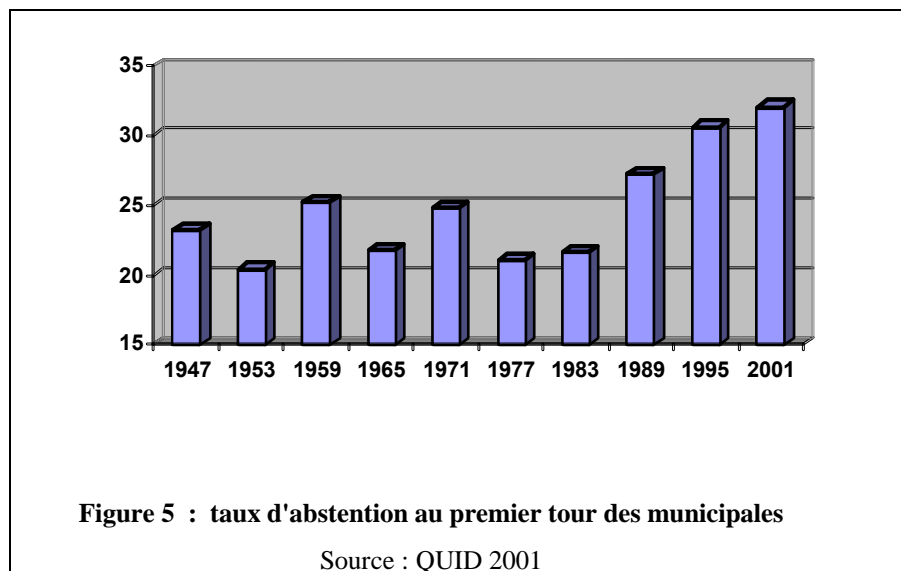
En cette fin de siècle, tenant compte d'un renouveau de la croissance, les préoccupations de nos concitoyens se tournent vers la sécurité et la santé. Ces deux sujets sont en voie de prendre la place essentielle au cœur de nos sociétés.

On note aujourd'hui une certaine désaffection des citoyens pour la politique. Dans le même temps le milieu associatif se développe considérablement, sorte " d'activisme participationniste " selon M. Ferro². Faut-il y voir que la politique est trop inféodée à l'économie ?

La pratique religieuse est aujourd'hui en voie de disparition en France, comme dans les pays les plus développés. Avec elle, c'est un certain nombre de certitudes et de raison d'agir qui disparaissent. De la même manière, les grands conflits idéologiques entre capitalisme et communisme ont perdu leur caractère structurant avec la chute du mur de Berlin, laissant un malaise général, causé par un grand vide éthique et utopique que rien n'est venu combler. Désacralisés, les jeux politiques apparaissent alors dans leur petitesse. Que les juges commencent à enquêter régulièrement et la multiplication des " affaires " amène 60 % des français³ à penser qu'il s'agit là de pratiques généralisées. Dès lors, comment s'étonner d'une préférence croissante pour l'abstention ?

² Ferro M., le Monde diplomatique, septembre 99

³ Mucchielli L., www.laurent.mucchielli.free.fr



L'évolution du taux d'abstention dans les élections constitue évidemment un indicateur particulièrement clair de l'implication des citoyens dans la vie de la cité. On constate, en se basant principalement sur le taux du premier tour des élections municipales, qu'après une relative stabilité jusqu'au début des années quatre-vingt, ce taux ne cesse de croître depuis 1983 pour atteindre près de 32 % aux dernières élections municipales. Il s'agit presque d'un tiers de la population en âge de voter qui ne s'implique pas dans la vie citoyenne. Le constat n'est pas très rassurant. Il l'est d'autant moins que ces élections municipales concernent directement la vie des électeurs. Que le taux d'abstention de certains référendums soit élevé n'est pas forcément choquant : l'enjeu peut-être nul comme ce fut le cas récemment. L'élection présidentielle qui est elle par contre très mobilisatrice voit aussi son pourcentage d'abstentionnistes croître régulièrement puisque l'on est passé de 15,2 % en 1965 à 18,6 % en 1988 et 21,6 % en 1995.

Dans cette désaffection pour la politique, comment ne pas voir, au delà du poids des affaires qu'il ne faut pas négliger, l'absence de vision politique. Les programmes ne sont plus basés que sur des plans économiques qui, de plus, sont de moins en moins décidés par le gouvernement lui même mais par des instances internationales. On sait ainsi que le corpus législatif et réglementaire français d'une année est constitué à plus de 60 % de textes directement émis par Bruxelles.

On peut voir aussi les citoyens, car il en reste un certain nombre qui s'implique dans la vie de la cité, se tourner vers une politique alternative, en quelque sorte des partis politiques " hors système " .

2.1.3. De nouveaux acteurs en politiques

N'est-ce pas ce que nous démontre la dernière campagne pour les municipales et ses résultats ? Sous la plume d'Eric Zemmour dans le Figaro⁴, on voit ainsi qu'à Toulouse " la campagne s'est emballée là où on ne l'attendait pas. Sur un rythme chaloupé de Zebda⁵. Les amis du célèbre groupe musical rassemblés dans la liste « motivé-e-s » emmènent une campagne festive et habile. Ces vieux routiers des combats associatifs et d'extrême gauche ont circulé entre poujadisme de gauche, identité beur et snobisme « bo-bo ». Les médias les ont plébiscités. Les sondages avaient enregistré leur percée. Avec près de 13 % des suffrages estimés, ils confirment.

Leurs exigences : pas de postes d'adjoint mais une représentation proportionnelle à leur résultat dans tous les organismes dépendants de la Mairie, conseil municipal, mais aussi organismes sociaux, office HLM, etc. " .

C'est le même cri d'alarme que pousse l'éditorialiste du Monde⁶ en janvier dernier : " il fut un temps où la corruption faisait scandale et était désignée comme telle. De nos jours, elle n'est plus qu'une affaire parmi tant d'autres. Des scandales aux affaires, de l'indignation devant la révélation de comportements indignes de la République à la chronique répétitive et désabusée de feuilletons interminables, ce glissement sémantique en dit plus que de long discours sur notre lassitude démocratique. [...] Mieux vaudrait faire silence et laisser justice passer. Comme si les faits mis à jour, de plus en plus stupéfiants, les montants de plus en plus faramineux, les habitudes de plus en plus répandues, n'appelaient aucun commentaire politique, aucune réflexion sur notre vie publique, aucun débat " .

⁴ Zemmour Eric, Le Figaro, lundi 12 mars 2001, bataille serrée pour le Capitole

⁵ Groupe de Musique dont l'un des membres est candidat sur la liste " Motivé-e-s".

⁶ Le Monde, 24 janvier 2001

Alors que la société se modifie profondément, le jeu politique qui règle largement le mode de fonctionnement de la cité, voit se développer de nouveaux acteurs du jeu politique. Les écologistes, les anti-mondialistes constituent en fait une réaction à cette toute puissance de l'économie dans nos modes de vie.

José Bové et ATTAC : ces leaders charismatiques s'attaquent aujourd'hui à d'autres châteaux qu'au moment de la révolution française. Il s'agit maintenant de lutter contre les sociétés transnationales, contre la mondialisation. Ces deux derniers éléments n'étant d'ailleurs que des effets, la vraie cause tient dans l'appât du gain, la recherche de la rentabilité. L'idéal n'est pas forcément très éloigné de celui des révolutionnaires. Il s'agit bien d'un phénomène de rejet des multinationales comme de l'impérialisme américain.

*

2.2. Un appât du gain toujours présent

2.2.1. L'éternelle dictature du profit

L'économie continue à jouer un rôle fondamental dans la vie de nos concitoyens. Tout d'abord l'appât du gain reste une constante de la nature humaine. La première étape consiste bien évidemment à assurer son minimum vital. Dans nos sociétés modernes ou le minimum est assuré, si l'on fait abstraction de la fracture sociale, il n'est plus question d'avoir son revenu assuré, mais d'avoir plus que le voisin. La comparaison sociale se fait bien sur ce critère, comme il y a deux ou plus de siècles. Il suffit pour s'en convaincre de regarder par exemple la dénomination des classes de voyageurs dans les compagnies aériennes. On ne parle plus de première ou de seconde mais de " tourisme, affaire, business ou d'opale azur et autre ". On essaye au maximum à ce que le niveau le plus bas, " tourisme " ou " azur " ait une sémantique valorisante.

Ensuite à partir du moment où l'on travaille moins, il reste du temps libre qui doit être occupé et pour cela il faut de l'argent : donc gagner sa vie. Soit la société est prospère et permet d'assurer les besoins financiers (l'homme n'a pas à lutter pour son revenu), soit il doit lutter pour assurer son revenu. Dans les deux cas l'économie est au cœur de nos vies.

Cet appât du gain, on le retrouve chez Viviane Forrester⁷, qui nous parle du profit. " Toucher à ses richesses seraient donc criminel. Il faut à tout prix les préserver, ne pas les discuter, oublier (ou faire semblant d'oublier) qu'elles avantagent toujours le même petit nombre, chaque fois plus puissant, plus capable d'imposer ce profit (qui lui revient) comme le seul logique, tout comme la substance même de l'existence, le pivot de la civilisation, le gage de toute démocratie, le mobile (fixe) de toute mobilité, le centre nerveux de toute circulation, le moteur invisible et inaudible, intouchable, de nos animations.

La priorité va donc aux profits, tenu pour originel, une sorte de big-bang. C'est seulement une fois garantie et déduite la part des affaires - celle de l'économie de marché - que sont (de moins en moins) pris en compte les autres secteurs, dont ceux de la cité. Le profit d'abord, en fonction duquel tout est institué. C'est ensuite seulement que l'on se débrouille avec les miettes de ses fameuses « créations de richesses » sans lesquelles, que nous fait-on entendre, il n'y aurait rien, pas même ces miettes qui d'ailleurs vont diminuant - ni aucune ou presque aucune autre réserve de travail, de ressources " .

2.2.2. Un fonctionnement morcelé de la pensée

Au delà du syndrome " Loréal ", le mode de fonctionnement de la pensée a changé et en grande partie du fait des évolutions économiques.

Lors d'une conférence au CID⁸, Patrick Poivre d'Arvor posait le constat suivant sur notre société. Le fonctionnement de l'esprit s'est modifié. Les gens se plaisent maintenant dans une succession d'images courtes enchaînées sans temps mort. Il n'y

⁷ Forrester Viviane, l'horreur économique, FAYARD, 1996.

⁸ CID, 5 février 2001

a plus de longue séquence, plus de morceaux longs de musique, tout doit être basé sur des clips⁹, dans son sens étymologique, venant de l'américain et faisant référence à des " extraits ". On n'apprécie plus l'œuvre dans son intégralité car elle dure trop, on préfère une suite de courts extraits, peut-être pas très significatifs ou artistiques, mais convenant à une fixation courte de l'esprit sur un sujet donné. C'est vrai dans le cinéma, dans la musique, dans les écrits qu'ils soient journalistiques ou livresques, c'est bien sûr surtout l'apothéose de la publicité. On retrouve ce morcellement dans le journal télévisé qui a également évolué depuis sa création, il n'y a jamais qu'un demi-siècle.

Le journaliste posait un constat sur la société, mais on peut se demander quel est le poids de la télévision dans cette augmentation du goût de l'homme pour les successions de courtes images ? Les "enfants de la télé", abreuvés d'images depuis leur tendre enfance, ne sont-ils pas conditionnés par ce médium ? En d'autres termes, les changements de la société provoquent-ils une évolution de la télévision, ou bien, au contraire, est-ce la télévision qui entraîne des modifications du mode de fonctionnement de la société ? la question reste posée.

En tout cas ces modifications profondes trouvent leur racines dans les évolutions économiques : souci de rentabilité, volonté de rechercher ce qui frappera le plus les consciences sans idées de déontologie. C'est exactement ce que l'on retrouve dans la télévision. Une chaîne de télédiffusion n'a qu'un but aujourd'hui : si elle est privée elle doit être rentable et dégager des bénéfices, si elle est publique elle doit coûter le moins cher possible ce qui nous impose de la publicité sur des chaînes étatiques comme sur les chaînes publiques en France.

2.2.3. Vers une nouvelle guerre mondiale ?

Si l'appât du gain reste un élément moteur au cœur de nos vies, il a souvent été l'élément qui a provoqué nombre de guerres dans le passé. La guerre froide, véritable première guerre mondiale économique, s'est achevée, par une victoire de l'Occident, mais les guerres ont-elles disparu de la face de la Terre ?

⁹ clip : film vidéo, utilisant des effets spéciaux, réalisé pour promouvoir une chanson.

Daniel Cohen n'hésite pas à répondre de façon alarmiste à cette interrogation¹⁰. Pour lui, il y a déjà eu deux révolutions industrielles, celle de la fin du XVIIIème siècle et celle de la fin du dix-neuvième. Chacune a été suivie d'une guerre d'ampleur mondiale. La première révolution, liée à l'avènement du chemin de fer, fut suivie des guerres napoléoniennes et la seconde, concernée par l'arrivée de l'avion et de l'automobile, de la première puis de la seconde guerre mondiale. On peut ainsi considérer que la seconde guerre mondiale ne fut qu'un écho de la grande guerre.

Les révolutions industrielles bouleversent les ordres au sein des sociétés mais aussi entre les nations. Ainsi la première révolution a mis fin d'une part aux guildes des marchands dans les villes et, d'autre part, à la féodalité rurale. La seconde révolution a elle donné le pouvoir aux propriétaires et dirigeants d'entreprise au détriment des paysans et de la petite bourgeoisie.

Aujourd'hui, nous vivons une nouvelle révolution. Celle-ci est liée à l'irruption de l'informatique et à ses fantastiques développements. Nous sommes ainsi projetés dans l'ère de l'informatique qui abolit les distances bien plus que l'auto ou l'avion ne le pourront jamais.

La prochaine guerre pourrait ainsi trouver son origine vers l'extrême orient et plus particulièrement en Chine. Les paysans chinois vont en effet se rapprocher de plus en plus des villes et y connaître alors l'insalubrité et les difficultés. La Chine va alors connaître ce que l'Europe a vécu au dix-neuvième siècle. Le sentiment nationaliste ne demandera alors qu'à être avivé et pourrait ainsi très rapidement chercher à se réaliser. Taiwan pourrait fournir l'occasion facile d'un tel engagement. Notre révolution actuelle, celle de l'avènement de l'ère informatique, pourrait ainsi connaître sa guerre mondiale.

Cette position de M. Cohen peut paraître un peu osée, comme toute prospective, mais force est de constater que le nouveau centre d'intérêt de la géostratégie mondiale se trouve à l'Est. La récente administration Bush, qui vient d'accéder aux affaires, ne cache d'ailleurs pas que son principal objectif en terme de relations internationales, sa principale crainte, tient dans l'Est asiatique. De la même façon " prenant prétexte

¹⁰ Cohen Daniel, Libération.com, mai 1998

de la nouvelle politique américaine de défense, Pékin augmente son budget militaire de 17,7 % ¹¹. De là à donner raison à Daniel Cohen, il n'y a qu'un pas. Il est certain, en tout cas, que les tensions restent vives et que cette région du Monde constitue une source de potentialités dangereuses incontestable.

Enfin, l'analyse de monsieur Cohen consiste bien à dire que c'est l'économie qui bouleverse la société et qui constitue donc le facteur déclenchant de ces guerres. Là encore il est démontré la primauté de l'économie dans les moteurs qui décident des mouvements profonds de la société mondiale dans laquelle nous vivons aujourd'hui.

* *
*
*
*

2.3. La mondialisation : mythe ou réalité ?

2.3.1. Le reste du Monde

Pays ex-bloc de l'est : l'économie a pris une place prépondérante dans la société avec l'avènement du libéralisme qui a entraîné chômage de masse et inflation galopante qui a réduit à néant l'économie de milliers de citoyens. Un traumatisme d'autant plus fort que l'économie n'occupait aucune place dans la vie de ces gens : ils sont passés de " je ne m'occupe de rien " à " débrouille-toi ". La transition dans le monde libéral a été beaucoup plus progressive.

Pourquoi avec des données de base quasiment identiques existe-t-il une si grande différence entre certains pays d'Afrique et les dragons d'Asie ?

D. Cohen¹² estime que la misère africaine repose sur trois facteurs : l'exploitation de la femme, celle des campagnes par les villes et enfin la mise sous la coupe d'élites corrompues de la société.

¹¹ Le Figaro, mercredi 7 mars 2001

¹² Cohen Daniel, Richesse du monde, pauvretés des nations, 1997

A l'inverse, les tigres asiatiques ont su rester soumis à des règles extérieures, celles du marché.

La troisième révolution industrielle, celle de l'informatique qui est en cours, va changer les organisations de travail comme toutes les révolutions. Celle-ci va provoquer un plus grand nombre d'inégalités car en devenant de plus en plus technique et demandant des qualifications de plus en plus spécialisées, le marché du travail est de plus en plus segmenté. Les individus se retrouvent ainsi de plus en plus entre personnes de mêmes qualifications ou centres d'intérêt. Le cloisonnement devient ainsi de plus en plus important. C'est ici que pourrait se placer d'ailleurs idéalement, la boutade qui consiste à dire qu'un spécialiste est celui qui en connaît beaucoup sur un domaine de compétence assez réduit. Si on pousse le trait, cela revient à dire que le spécialiste idéal est celui qui sait " tout " sur " rien ". Cette image peut se prolonger vers ce cloisonnement évoqué ci-dessus : à force de se retrouver en petits groupes d'individus spécialisés, l'homme risque de ne plus se retrouver que face à lui-même. Les passerelles entre les groupes ainsi constitués peuvent se rétrécir, voire disparaître, c'est un gros risque pour toute société.

Pour Cohen, le " quatrième âge de l'économie politique " est en train de se concrétiser. C'est un âge où l'économie et le politique n'arrivent pas à se dominer l'un l'autre.

Mais tout le monde n'est pas pessimiste sur la fracture entre les pays riches et pauvres. C'est ce qu'exprime Thierry de Montbrial¹³ : " il est faux que l'écart entre pays riches et pays pauvres ne cesse de s'accroître. Dans les années soixante, l'Asie passait pour un continent perdu, en dehors de quelques îlots de prospérité. Aujourd'hui, elle a décollé dans le cadre de la mondialisation, même si la crise amorcée en 1997 – il y en aura d'autres – a laissé des traces... En fait les pays réellement les moins avancés sont moins nombreux qu'autrefois. Ils posent des questions spécifiques qui obligent à sortir du " politiquement correct " et qu'il faut donc avoir le courage de formuler au cas par cas, en s'affranchissant autant que faire se peut des vieilles idéologies ".

¹³ Montbrial Thierry, RAMSES 2001, Dunod

2.3.2. La mondialisation est-elle une imposture ?

Pour Jacques Marseille¹⁴, l'idée, un peu partout véhiculée, d'une actuelle révolution de la communication est absurde. Il n'y a eu que deux grandes révolutions dans l'histoire de l'humanité : la première définit le passage de la " chasse cueillette " à l'agriculture effectuée par les hommes du néolithique et qui, en France et en Europe, a pris dans les trois mille ans. La seconde est la révolution industrielle, qui elle s'est étalée sur un siècle et demi, entre les années 1760 et 1900.

La mondialisation n'est donc pas un fait nouveau. Venise ou Bruges, au XIVe siècle, et Florence au XV^{ème}, pour ne parler que d'elles, étaient déjà des cités mondes qui pensaient international. Au XVIIIe siècle, les draps du Languedoc était vendu dans le monde entier et au XIXe, l'industrie de la soie exportait déjà 75 % de sa production. La France n'a donc pas attendu, repliée derrière ses protections douanières, les années 90 pour s'éveiller aux échanges internationaux. Son économie a toujours eu des secteurs, des entreprises, des régions, ouvertes sur le monde et d'autres qui ne l'étaient pas. Aujourd'hui encore, 80 % des activités du pays échappent complètement à l'international et moins d'un million d'emplois sont vraiment menacés par la concurrence mondiale. Les inégalités sont, chez nous, beaucoup moins dues à la concurrence des pays à bas salaires qu'au formidable essor de la productivité française, une des premières du monde. Le travailleur français atteint 45 000 dollars, si on divise le PIB national par le nombre de personnes disposant d'un emploi, tandis que le japonais n'est qu'à 37 000 dollars et le britannique à 35 000 dollars. Si le travailleur français avait la productivité du japonais, nous devrions ainsi créer 5 millions d'emplois en plus. L'idée d'une mondialisation qui menacerait l'économie française est un pur fantasme.

Les aspirations des consommateurs, et donc les modes de production ont, par contre, changé. Après un siècle et demi de production standardisée, destinée à une consommation de masse, nous sommes entrés dans des sociétés de production de biens individualisés, destinés à des consommateurs attachés à des marques, à des produits, à des services de plus en plus différenciés. L'espace régional, où " pays ",

¹⁴ Marseille Jacques, CCE International, N° 466, septembre 1998

s'accordant mieux à cette soif d'identification que celui de l'Etat, on assiste au retour des régions, dont la puissance économique, réelle aux XVIIe et XVIIIe siècle a, en France, été totalement laminé dans les années 1880, période d'unification du marché national, favorisée par les chemins de fer, la volonté politique de centralisation, puis la production de masse. La centralisation française, le modèle du genre, a fait de la France un cimetière de ces " villages ". Jacques Marseille date ce renouveau du local par rapport au national au milieu des années 1980, à la fin des logiques du programme commun et de ses nationalisations lorsque l'idée d'un Etat keynésien, distributeur et organisateur, est devenu plus incertaine. L'Etat, qui n'avait de toute façon plus les moyens de les assumer, s'est vu contesté dans ses activités économiques. L'espace économiquement performant redevenant alors le " pays ". On voit ainsi que la mondialisation peut s'accompagner paradoxalement d'un renouveau des régions.

2.3.3. Vers une gouvernance mondiale

Au-delà de la place de l'économie dans la vie de l'individu, c'est aujourd'hui la place de l'économie dans la vie de l'Etat nation qui est en cause. Quelle est la part des décisions économiques dans le gouvernement et dans le travail des assemblées aujourd'hui ? Avec la construction européenne, l'Etat ne sert-il plus qu'à entériner des textes établis et décidés par Bruxelles ?

Si les politiques perdent le pouvoir, qui va prendre leur place ? Quelqu'un d'autre l'occupera certainement car de toutes les façons le pouvoir est exercé quelque part.

Il n'est pas impossible de penser que ce sont les organisations non gouvernementales (ONG) qui pourraient demain gouverner le monde. Elles sont plus de 4 000 reconnues aujourd'hui à l'ONU et disposent d'une représentativité reconnue par l'organisation mondiale. La seule inconnue les concernant est : qui contrôle les ONG ? La question n'est pas résolue.

En ce qui concerne les relations entre les organisations supra-nationales et les Etats, toute la difficulté consistera à arriver à une réelle subsidiarité et non une subalternation.

Pour Pascal Burckner¹⁵ : " ...à l'inverse, il n'est pas moins ridicule, au nom du marché, de la mondialisation de balayer d'un revers de la main la notion de patrie. Celle-ci est pour l'instant indispensable pour des raisons culturelles - les Européens parlent plus d'une langue - mais aussi parce qu'elle assure aux individus la préservation d'une mémoire et le sentiment d'une continuité historique. Elle est ce roc autour duquel ils peuvent se recueillir et qui aimante les passions et les attachements. Elle constitue en outre le cadre idéal dans lequel une collectivité peut avoir prise sur son destin, exercer une action sur elle-même. Enfin les mécanismes extrêmement complexes de l'état providence supposent eux aussi une unité spatiale relativement homogène et bien définie ".

La gouvernance mondiale n'est pas encore une réalité, même si nombre de décisions sont prises aujourd'hui à un niveau supra-nationale. Le futur verra si une instance supérieure aux nations s'imposera, il est encore trop tôt pour le dire.

* *
*

¹⁵ Bruckner Pascal, le Figaro, février 2001

Conclusion

Nous avons donc ainsi montré qu'il y a eu, depuis le milieu du XVIII^{ème} siècle, un véritable bouleversement de l'économie dans la société. Au-delà de l'inévitable évolution due à la succession des générations, le fait économique demeure ancré au cœur de nos vies et c'est lui qui règle une bonne part des événements qui nous concernent que ce soit dans la vie professionnelle ou privée. On ne peut sans doute pas parler de véritable révolution de la place de l'économie dans nos sociétés, mais son évolution l'amène certainement à prendre de plus en plus d'importance. Il s'agit bien là de l'avènement du fait économique, véritable triomphe, si ce n'est du capitalisme au moins du libéralisme et forcément du mercantilisme.

Les problèmes induits par cette omnipotence sont légions. Cette économie reste au cœur de nouvelles luttes que les hommes politiques contemporains ont bien du mal à calmer. La confiance dans les hommes qui dirigent la " cité " est ébranlée et le fait économique étend son emprise sur le monde de façon de plus en plus globale même si tous les avis ne s'accordent pas sur ce sujet. Comment savoir si la mondialisation est une bonne ou une mauvaise chose si son existence même en tant que bouleversement est contestée et que certains n'y voient qu'un phénomène de mode sémantique ?

Notre vie est, dans bien des domaines, directement régentée par l'économie. L'enjeu du futur sera peut-être de savoir si l'on peut prendre le risque de continuer ainsi, l'homme restant l'homme, ou si le danger est réellement présent et qu'il devient urgent de s'arrêter.

*

TABLE DES MATIERES

FICHE DE PRESENTATION.....	2
SOMMAIRE.....	3
INTRODUCTION	4
1. LE BOULEVERSEMENT ECONOMIQUE	5
1.1. L'HISTOIRE ECONOMIQUE DEPUIS 1780	5
1.1.1. Le capitalisme industriel naissant (1780 – 1870)	5
1.1.2. Le lent développement de la société de consommation	7
1.1.3. La mondialisation (1960 – à nos jours).....	9
1.2. LA REVOLUTION DES RESSORTS DE LA SOCIETE	11
1.2.1. Petite histoire des crises.....	12
1.2.2. Les progrès de l'enseignement.....	13
1.2.3. L'économie tend à prendre la première place.....	15
1.3. LES BOULEVERSEMENTS DE LA CELLULE DE VIE	19
1.3.1. Des progrès incontestables.....	19
1.3.2. La fracture sociale	20
1.3.3. La crise de la famille et la montée de l'individualisme.....	22
1.3.4. La réduction du temps de travail	24
1.4. SYNTHESE	26
2. DES PROBLEMES INDUITS PAR L'ECONOMIE	28
2.1. DE NOUVEAUX CHATEAUX A CONQUERIR.....	28
2.1.1. La montée de l'insécurité.....	28
2.1.2. Une réelle désaffection pour la politique	30
2.1.3. De nouveaux acteurs en politiques.....	32
2.2. UN APPAT DU GAIN TOUJOURS PRESENT	33
2.2.1. L'éternelle dictature du profit.....	33
2.2.2. Un fonctionnement morcelé de la pensée	34
2.2.3. Vers une nouvelle guerre mondiale ?.....	35
2.3. LA MONDIALISATION : MYTHE OU REALITE ?.....	37
2.3.1. Le reste du Monde.....	37
2.3.2. La mondialisation est-elle une imposture ?.....	39
2.3.3. Vers une gouvernance mondiale.....	40
CONCLUSION	42
BIBLIOGRAPHIE	44
LISTE DES SITES ELECTRONIQUES	45

BIBLIOGRAPHIE

- Allais, Maurice : La mondialisation, Clément Juglar, 1999
- Beaud, M : Histoire du capitalisme de 1500 à nos jours, Seuil, France, 1990
- Castel, Odile : Histoire des faits économiques, Synthèse plus, Sirey, France, 1998
- Cohen, Daniel : Richesse du Monde, pauvreté des nations, Flammarion, 1997
- Duroselle, Jean-Baptiste : L'Europe, histoire de ses peuples, Perrin, 1990
- Forrester Viviane, l'horreur économique, FAYARD, 1996
- Frémy, Dominique et Michèle, QUID 1999, Robert Laffont, France, 1999
- Frémy, Dominique et Michèle, QUID 2001, Robert Laffont, France, 2001
- Guilhy, Christophe : atlas des fractures françaises, Harmattan, France, 2001
- Miquel, Pierre : Histoire de la France, Fayard, 1976
- Miquel, Pierre : Histoire du monde contemporain, Fayard, 1991
- Montbrial Thierry, RAMSES 1999, Dunod, France, 1998
- Montbrial Thierry, RAMSES 2001, Dunod, France, 2000
- Rioux, Jean – Pierre, La révolution industrielle, 1781 - 1880, Seuil, France, 1971
- Schooyans, Michel : La face cachée de l'ONU, Le sarment–Fayard, Paris, 2000

Liste des sites électroniques

<http://laurent.mucchielli.free.fr/societe-france.htm>

www.chez.com/bibelec

www.geoscopie.com

www.homme-moderne.org

www.liberation.fr

www.monde-diplomatique.fr

www.sepeg-intl.fr

www.stoessel.ch

www.zdnet.fr/actu/soci